

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à la Maison du RPT à Lomé, sur l'aide au développement et la coopération française en Afrique, notamment pour l'exploitation des matières premières du Togo, samedi 15 janvier 1983.

LE PRÉSIDENT.- Mesdames et messieurs, nous aurons l'occasion de nous revoir au-cours de ce voyage commencé depuis bientôt 48 heures. La visite au Togo est la première étape d'un voyage qui en comporte trois. Si vous voulez parler tout de suite, je vous écoute.

- QUESTION.- Monsieur le Président, si la coopération franco - africaine et donc la coopération franco - togolaise doit s'améliorer, comment doit-elle s'adapter à la fois aux besoins des populations des pays que vous avez visités, à la crise internationale et aux problèmes économiques que ces pays subissent en ce moment ?

- LE PRÉSIDENT.- La coopération franco - togolaise fonctionne bien depuis déjà longtemps. C'est vrai que la crise internationale pèse lourd, de plus en plus lourd, sur beaucoup de pays, en particulier sur ceux-ci. Les matières premières agricoles, comme le café et le cacao, ont connu des chutes brutales, plus de la moitié en l'espace d'un an. Il est très difficile pour ces pays de prévoir leur développement sur des bases aussi incertaines. Il en est de même pour les matières premières du sous-sol comme les phosphates. Dans ce contexte, la France est sollicitée pour accroître son aide. Nous le faisons d'ailleurs chaque fois que cela nous est possible et pour les secteurs qui nous paraissent les plus utiles d'un commun accord.\

` Suite réponse sur les problèmes économiques des pays africains `.

- Ma réponse à votre question ressemblera à celle que j'ai déjà émise en d'autres circonstances. S'attaquer au front du problème cela signifie que les pays industriels dans leur ensemble doivent examiner au plus tôt les moyens de soutenir les cours des matières premières. Mieux vaut les acheter à leur prix, plutôt que de les acheter sous le coup de la spéculation pour ensuite redistribuer des aides toujours insuffisantes. Un pays comme le Togo a atteint pratiquement son autosuffisance alimentaire en-raison d'une culture traditionnelle, d'une science, d'une expérience, des agriculteurs et de la diversité des produits. Mais enfin, cela étant acquis, chose tout à fait remarquable, il n'en reste pas moins que ce pays a besoin de beaucoup de contributions pour pouvoir s'équiper et assurer son développement. J'ai pu constater au-cours de ces derniers mois un certain progrès dans la compréhension des pays dits du Nord, pays industriels en tout cas, qui semblent prêts à donner un nouvel élan au Fonds monétaire international `FMI`. La France avait demandé le doublement des montants, on n'ira pas jusque là, en tout cas pas maintenant, mais une partie du chemin sera accomplie, je pense, dans l'année qui vient. Enfin, nous cherchons à réveiller en toutes circonstances les grandes institutions internationales, comme la Banque mondiale, pour qu'elle puisse participer au développement des sources énergétiques, à leur transformation. On en revient toujours au même, ce fameux dialogue qui, pour l'instant est gravement freiné, doit reprendre au plus tôt. C'est l'intérêt de tous, c'est l'intérêt du Sud, c'est l'intérêt du Nord.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avant votre départ, pouvez-vous faire pour la presse togolaise

un premier bilan de votre séjour et nous livrer en même temps vos impressions de ce que vous avez pu voir ici.

- LE PRESIDENT.- Mes impressions, je les partage avec tous les visiteurs qui m'ont accompagné, et qui ont pu assister depuis avant-hier à une série de cérémonies publiques à base populaire assez remarquable et parfois même impressionnantes, surtout si l'on pense que le Togo est un pays qui ne dispose pas, en raison de sa superficie étroite, d'une très grande population. C'est donc véritablement une présence populaire que j'ai pu constater à chaque moment de mes journées. S'y ajoute la bonne qualité de l'accueil reçu de la part des autorités de ce pays et particulièrement du président de la République togolaise `Gnassingbe Eyadema`. Je peux dire que les échanges de vues, qui ont naturellement servi de toile de fond à ce voyage, sont prometteurs non seulement pour l'avenir, mais même pour le présent. Nous avons le sentiment que l'amitié, la coopération sont extrêmement solides et doivent pouvoir connaître encore des jours meilleurs.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit, de même que le président Eyadema, qu'en aidant les pays en voie de développement, les pays industrialisés s'aident eux-mêmes. Dans la lutte pour faire aboutir cette idée, on a l'impression que la France est seule. Dans quelle perspective cet effort peut-il aboutir d'une façon heureuse pour les pays africains ?

- LE PRESIDENT.- La France est trop souvent seule... Soyons justes : elle a souvent trouvé le relais de la Communauté européenne `CEE` et vous trouverez dans un pays comme celui-ci, beaucoup d'initiatives, d'investissements qui proviennent d'autres pays que la France. Mais c'est vrai que sur la scène internationale, la France, avec obstination, défend les thèses, les idées simples que j'ai tout à l'heure développées devant vous, plus quelques autres. Assurément, la France ne pourrait à elle seule, se substituer à un monde industriel défaillant. C'est pourquoi, elle est obligée de ramasser ses forces, surtout qu'elle supporte aussi les conséquences de la crise mondiale sur l'Afrique francophone, mais aussi quelques autres pays anglophones, lusophones, hispanophones : enfin tout un monde, celui que nous avons commencé de visiter et qui a le plus grand besoin de voir un pays comme la France, comprendre ses problèmes et mieux contribuer à leur solution. Nous avons coutume de dire Afrique et Caraïbes `Pays ACP`. En effet, c'est l'ensemble sur lequel nous portons le gros de nos efforts. Nous voudrions bien ne rien négliger sur la surface du globe, mais cela est vraiment du domaine de la coopération internationale et si nous avons multiplié nos échanges, un peu partout dans le monde, il n'empêche que nous devons consacrer le principal aux pays africains, et aux Caraïbes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, votre délégation semble avoir apprécié les demandes faites par le Togo pour une augmentation de l'aide française au développement rural en vue de maintenir son autosuffisance alimentaire. Est-ce à dire que la France, dans sa politique de coopération, va désormais accorder la priorité de son aide au secteur rural plutôt qu'à de grands projets industriels ?

- LE PRESIDENT.- C'est selon. Nous n'avons pas de position arbitraire. Quelquefois de grands travaux industriels ou d'infrastructure sont nécessaires. Mais c'est vrai que la -recherche prioritaire de l'autosuffisance alimentaire est une réponse à beaucoup de questions à elle seule, car une population qui produit bien et qui peut vendre ensuite ses excédents, dispose à partir de là des moyens de s'équiper. Donc, c'est en effet le commencement de tout et d'autant plus qu'il y a une très grande tradition rurale. Il serait non seulement dommage mais insupportable pour ces pays de perdre cette tradition qui peut bénéficier de tous les progrès, de tous les -concours de la technologie moderne. Donc, disons que nous mettons l'accent sur cet aspect des choses mais nous ne prétendons pas les limiter là. Par exemple, nous avons eu des conversations très sérieuses sur les problèmes du phosphate.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais parler des phosphates justement, et on m'a laissé entendre ici que l'exploitation des phosphates pourrait constituer une sorte de pivot de l'aide française au redressement togolais ?

- LE PRESIDENT.- Non, je crois que vous allez un petit peu trop loin. Nous en avons discuté beaucoup. En effet, la France a besoin de réexaminer l'ensemble de ses fournitures en

phosphates, mais il y a des contrats en-cours, et on ne peut pas improviser. Je crois, en effet, qu'il faut que ces importations se fassent au bénéfice des pays avec lesquels nous avons les liens les plus étroits. Ils sont trois ou quatre dans le monde, en particulier le Togo.

- QUESTION.- Est-ce que les phosphates marocains seraient inclus ?

- LE PRESIDENT.- Oui, les phosphates marocains, sénégalais, togolais...\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous aviez déclaré être favorable à la création d'une communauté organique francophone qui serait instituée en marge du sommet franco-africain. où en est-on de ce projet ?

- LE PRESIDENT.- C'est un projet. Ce qui est certain, c'est qu'il faut garder des liens privilégiés avec l'Afrique francophone. Nous avons politiquement élargi cet horizon puisque nous avons des relations, de bonnes relations de travail avec nombre de pays qui ne sont pas francophones, mais cela ne doit pas empêcher de considérer que l'emploi de la langue, l'usage de la langue, les soubassements culturels sont les éléments principaux de la politique française. Donc c'est un projet sur lequel nous travaillons pour l'instant.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que ce projet se substituerait au sommet franco-africain ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, non. Il n'en est pas question.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour la question des phosphates, est-il possible d'envisager que pour certains pays amis la France accepte de les acheter à un prix supérieur à celui du cours mondial ?

- LE PRESIDENT.- Nous le faisons dans de nombreux cas. Ce qui est une façon de coopérer. Je laisse aux ministres responsables le soin d'en décider. Nous l'avons fait avec le gaz algérien, nous le faisons avec l'uranium nigérien, nous le faisons dans de nombreux cas. Nous cherchons à justifier par la pratique nos prises de position de principe par-rapport au développement du tiers monde. C'est une excellente façon de faire. Effectivement, il faut être raisonnable et savoir ce que l'on fait.

- QUESTION.- Monsieur le Président, la France peut-elle accroître son aide à l'Afrique sans pour autant accroître son propre endettement, en particulier auprès des pays arabes.

- LE PRESIDENT.- Enfin, que ce soit ici ou là, il est évident que l'accroissement de l'aide peut correspondre à l'accroissement de la dette française. C'est ce que j'explique à tous mes partenaires africains en disant qu'il est bon que la France prenne sa part de l'épreuve commune. Elle a des obligations et des devoirs, notamment par-rapport à l'Afrique, mais, bien entendu, cela connaît un point limite qui est celui que vous venez d'exprimer.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous êtes dans un pays qui a reconnu la RASD `République arabe sahraouie démocratique` et vous allez bientôt aller au Maroc. Est-ce que dans vos entretiens avec le général Eyadema vous avez évoqué la question du Sahara occidental ?

- LE PRESIDENT.- Non, cela n'a pas été une de nos préoccupations. J'aurai l'occasion d'en parler d'ici la fin du mois. Nous avons davantage été préoccupés par les problèmes strictement régionaux, qui sont importants, et, dans la mesure où nous avons parlé des conflits actuels sur le continent africain, nous avons davantage parlé du Tchad et de la Namibie.

- QUESTION.- Monsieur le Président, justement, en parlant des problèmes régionaux... Ici, au Togo, vous avez un pays qui a l'ambition d'ouvrir sa côte aux pays voisins qui n'ont pas accès à la mer. Le Togo, nous le savons, a l'ambition de procéder à l'extension de ses installations portuaires et d'étendre plus au nord ses axes routiers. Est-ce que ce problème a été abordé avec vous ?

- LE PRESIDENT.- J'en ai entendu parler, en effet. Pour l'instant, l'axe, il faut le dire, passe surtout par Cotonou tout à côté d'ici. C'est vrai que le Togo peut légitimement espérer le devenir en améliorant sa route du nord au sud qui n'est déjà pas mauvaise. Le problème de son chemin de fer est assez limité puisque celui-ci s'arrête au centre, mais enfin les projets en-matière de communications qui permettraient aux pays comme le Niger ou comme la Haute-Volta de pouvoir déboucher sur Lomé sont tout à fait raisonnables. Mais je vous le répète, il y a déjà des traditions qui font que, généralement, pour l'instant, des pays comme le Niger ont plutôt tendance à se reporter du côté du Bénin. Mais c'est une -entreprise très louable de la part du Togo.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez mentionné le Tchad. Dans quel sens en avez-vous parlé ?

- LE PRESIDENT.- Imaginez-le.\

QUESTION.- Monsieur le Président, puisque vous y serez dans deux heures, pouvez-vous nous dire ce que vous attendez de votre voyage au Bénin ?

- LE PRESIDENT.- Je vous le dirai au Bénin puisqu'on va s'y retrouver. Je visite trois pays et la logique, pour ces voyages africains, est de concentrer, en-raison de la géographie, plusieurs visites dans un seul voyage. J'ai lu pas mal d'articles de journaux qui cherchaient une logique, c'est celle de la géographie, grosso modo, bien entendu.

- Le Bénin est un pays qui a connu des moments délicats avec la France, vous le savez, au-cours des dernières décennies, de la dernière surtout. Nous avons des liens traditionnels avec ce pays qui a, vous le savez, sous le nom de Dahomey, connu un épanouissement particulièrement dans les domaines culturel et artistique, tout à fait remarquable. Aujourd'hui, c'est un pays qui a connu de sérieuses difficultés, qui vit sur la base d'un système différent de celui de ses voisins. J'y vais comme représentant de la France. Je n'ai pas à me préoccuper de la politique intérieure de chacun de ces états. Mais enfin nous aurons l'occasion d'en parler là-bas. Nous allons y passer deux jours.

- QUESTION.- Monsieur le Président, peut-on imaginer un 14 juillet à la manière du défilé d'aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Ah ! les populations françaises y sont moins bien préparées. Il faudrait faire un effort.\